

Économie

Cotes de crédit
Moody's : Aa3
S&P : AA-
Fitch : A+

PIB nominal (2010)
5 878 G USD

Population (2010)
1 341,4 millions

Total des échanges / PIB (2010)
50,6 %

Monnaie
Yuan (renminbi)

Régime de change
Parité glissante

Importations en provenance du Canada (2010)
12 880 M CAD

Principales sources de devises (IDE non inclus)
Produits manufacturés destinés à l'exportation

Principale destination des exportations de marchandises
Union européenne (20 %)

Principales importations
Matériel électrique et électronique (24 %)
Machinerie et équipement industriels (21 %)

Perspectives

2^e train de mesures de relance
Assouplissement de la monnaie et du crédit

Éclatement de la bulle immobilière
Crise de la dette en Europe

Centre d'information économique et politique
EPIC@edc.ca

APERÇU DU MARCHÉ : En 2011, la croissance du PIB réel a été de 9,2 %, soit un ralentissement marqué par rapport à celle de 10,4 % enregistrée en 2010. En 2012, la chute de l'activité dans la construction immobilière en raison des excès du passé, conjuguée à la faiblesse de la demande européenne, entraînera un nouveau ralentissement (8,0 % de croissance), qui se produira au premier semestre. Cependant, comme les pressions inflationnistes baissent rapidement, un assouplissement monétaire pourra se produire en cas de nécessité. Le risque de détérioration le plus important est l'impact qu'aura le ralentissement dans l'immobilier sur le secteur financier et sur la situation budgétaire des autorités locales, deux domaines qui devraient être maîtrisés.

Évolution récente : La croissance officielle du PIB réel a de nouveau légèrement ralenti au 4T2011, passant à 8,9 % a/a, contre 9,1 % a/a au 3T2011. Cependant, selon nos estimations de la croissance réelle du PIB en données désaisonnalisées, la progression s'est accélérée pour le deuxième trimestre consécutif, passant à 9,1 % t/t (annualisée) contre 8,1 % au 3T2011. L'expansion a été soutenue par le dynamisme des achats lors des congés aux É.-U. et par une certaine reconstitution des stocks, mais les signes annonciateurs d'un ralentissement persistent. Entre temps, l'inflation diminue plus vite que prévu, ce qui permet aux autorités d'envisager un assouplissement si cela s'avère nécessaire. Pour les perspectives de 2012, la principale préoccupation vient du secteur du logement et de son impact sur le secteur bancaire. Compte tenu de la chute de l'activité et des prix dans le secteur immobilier, de l'incertitude en Europe et de certains indicateurs économiques clés qui indiquent une croissance plus fragile, nous prévoyons un ralentissement soutenu au 1S2012, ce qui ramènera la croissance à 8,0 % pour l'année (contre 9,1 % en 2011), suivie d'une remontée à 8,9 % en 2013.

Politique budgétaire : Malgré le ralentissement économique actuel, les Services économiques d'EDC ne prévoient pas un retour à une politique budgétaire expansionniste en 2012, les prévisions ramenant le déficit à 1,1 % du PIB, comparativement à 1,6 % en 2011. Le 12^e Plan quinquennal prévoit une augmentation des dépenses en programmes sociaux, notamment en ce qui concerne les logements abordables, les infrastructures (surtout pour les secteurs du transport et de l'énergie) et une intensification des efforts dans les domaines de l'efficacité énergétique et de la conservation d'énergie. La situation budgétaire reste solide, avec un ratio dette-PIB de 27 %. Même en considérant les dettes éventuelles des gouvernements locaux et les prêts non productifs futurs des banques après la rapide expansion du crédit pendant la crise, la dette du gouvernement central reste gérable.

Politique monétaire : La baisse rapide des pressions inflationnistes et le ralentissement des indicateurs économiques ont conduit la banque centrale à adopter une approche plus souple, d'où la réduction des exigences concernant les réserves, une première depuis décembre 2008. L'inflation a chuté depuis son taux record de 6,7 % a/a enregistré en juillet 2011, notamment grâce à la baisse du taux à deux chiffres du prix des aliments. La stagnation de l'économie a par ailleurs créé des insuffisances dans la production, ce qui a permis un assouplissement plus général des pressions inflationnistes, la baisse des prix de gros étant annonciatrice d'un assouplissement supplémentaire. Le resserrement monétaire du début 2011 s'est traduit par un ralentissement marqué de la croissance des prêts et de l'agrégat monétaire M2. Même si l'on a noté un rebondissement en décembre, il était largement lié à la réduction récente des exigences en matière de réserves.

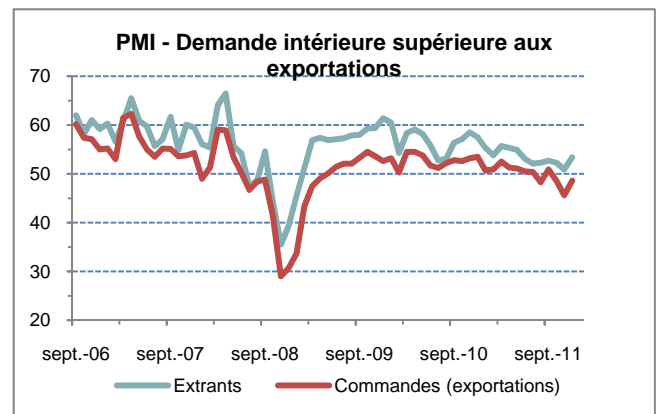
Secteur extérieur : La crise de la dette en Europe et la dépréciation de l'euro ont affaibli la croissance des exportations du principal marché à l'exportation du pays. Au 4T2011, les problèmes du secteur bancaire européen ont fortement contribué au premier déclin trimestriel des réserves en devises depuis 1992, surtout dû au rapatriement de capitaux et aux pertes de valeur. L'appréciation de la monnaie est stoppée depuis le début du 4T2011 en raison des incertitudes mondiales, les marchés accusant une légère dépréciation sur le marché des NDF de Hong Kong. La Chine continue d'attirer des montants records d'IDE : 194 G USD au total au 3T2011, malgré un montant record de sorties d'IDE pendant la même période (à la hauteur de 72 G USD).

Perspectives : En 2012, les Services économiques d'EDC s'attendent à une modération de la croissance, qui devrait se fixer à 8,0 % (contre 9,1 % en 2011) en raison du ralentissement marqué de l'activité dans la construction immobilière au cours du premier semestre et de la baisse de la demande en Europe. Néanmoins, on s'attend à un ralentissement relativement court car les autorités assouplissent la politique monétaire, ce qui conduira à une reprise des flux de crédit et de l'activité économique au deuxième semestre et en 2013.

Indicateurs économiques

	2006-2010 (moy.)	2011	2012	2013
PIB (croissance réelle en %)	10,4	9,1	8,0	8,9
Inflation (%)	3,2	5,7	2,8	3,5
Balance budgétaire (en % du PIB)	-1,6	-1,6	-1,1	-0,5
Exportations (%)	31,3	20,5	9,6	11,9
Importations (%)	38,6	26,6	11,7	13,1
Compte courant (en % du PIB)	5,2	3,9	3,0	2,5
Réserves (mois d'importations)	22,7	20,9	20,3	19,2
Dette extérieure (en % du PIB)	8,9	9,1	8,6	8,2
Ratio du service de la dette	1,8	1,7	1,8	1,9
Taux de change (fin de la période)	6,6	6,3	6,0	5,7

Sources : EIU, Services économiques d'EDC



Source: Haver Analytics

Politique

Structure politique

Régime unipartite
Le Parti communiste chinois (PCC) gouverne à tous les paliers.

Secrétaire général du PCC et président
Hu Jintao

Premier ministre
Wen Jiabao

Organes des pouvoirs exécutif et législatif (gouvernement et PCC)

- Conseil d'État
- Comité permanent du Politburo (CPP)
- Comité central
- Comité national du peuple (CNP)

Dernières élections

- Présidentielles : mars 2008
- Conseil d'État : mars 2008

Prochaines élections

- 18^e congrès du Parti : 2012

Enquête sur la liberté de la presse :

Résultat de 2011 : 85
(sans liberté de presse)
FreedomHouse.org
(en anglais seulement)

Indice de contrôle de la corruption :

- Résultat de 2009 : -0,53
(le pire : -2,5; le meilleur : +2,5)
[World Bank Governance Indicators](http://WorldBankGovernanceIndicators)
(en anglais seulement)

Centre d'information économique et politique

EPIC@edc.ca

Climat politique : La Chine est un État à parti unique où le Parti communiste chinois (PCC) dirige le gouvernement. Le Comité permanent du Politburo, qui compte neuf membres, en est le principal organe décisionnel. Même si le PCC conserve son emprise sur la société, le maintien de son pouvoir et de la stabilité sociale demeurent ses principaux objectifs. La passation imminente du pouvoir domine le contexte politique actuel. La quatrième génération de dirigeants politiques (dont sont issus le président Hu Jintao et le premier ministre Wen Jiabao, en poste depuis 2002) sera remplacée en 2013 lors du 18^e congrès du PCC. La succession de la cinquième génération est déjà en cours. Lors de récentes réunions législatives, les dirigeants du PCC ont annoncé des nominations clés au Politburo et dévoilé le 12^e plan quinquennal de progrès social et de développement économique. On s'attend donc à ce que le vice-président Xi Jinping et le vice-premier ministre Li Keqiang succèdent au président Hu et au premier ministre Wen.

Le 12^e plan quinquennal prévoit plusieurs changements de priorités en matière de politiques publiques, surtout en ce qui a trait au concept de « croissance inclusive » qui privilégie « la qualité à la quantité » et met l'accent sur une croissance plus équitable. Le choix de la « croissance durable » comme priorité axée sur la durabilité sociale et environnementale s'avère également un grand thème. Ainsi, on prévoit accorder une attention au développement des régions à l'intérieur du pays et du secteur des services, à la promotion des technologies de pointe et à valeur ajoutée ainsi que renouveler les efforts d'industrialisation. Le but ultime est de faire passer l'économie chinoise à une économie tirée par la consommation locale. Ces politiques visent à s'attaquer à plusieurs « graves problèmes » (de nature sociale) connus évoqués par le président Hu et le premier ministre Wen pendant une bonne partie de 2010 et 2011. Le PCC continue d'avoir une influence directe sur la stabilité sociale non seulement en exerçant un contrôle étroit sur le discours dissident de la population, mais aussi en acceptant les demandes sur le front social n'entrant pas en conflit direct avec les objectifs du parti. Le gouvernement devrait sans doute prendre des mesures encore plus strictes pour assurer la stabilité du pays si le ralentissement vient accroître l'agitation sociale.

Conjoncture de l'investissement : La Chine demeure une destination de choix de l'IDE et de l'investissement. Pourtant, en raison de sa complexité, l'environnement commercial chinois présente plusieurs défis pour les investisseurs étrangers, notamment l'absence de protection juridique des droits de l'investisseur et des droits de propriété intellectuelle, l'application incohérente des règlements, la lourdeur de la bureaucratie et la corruption. Les plaintes véhémentes qu'ont formulées des investisseurs commerciaux étrangers au sujet de la détérioration présumée de l'environnement commercial pour les sociétés étrangères mettent en lumière les frustrations avec lesquelles composent des entreprises étrangères présentes en Chine.

Ces derniers mois, les représentants du gouvernement tentent de rassurer les entreprises étrangères quant au caractère équitable de l'environnement commercial du pays. Le pays a fait des progrès considérables – permettant aux compagnies étrangères d'exploiter et de posséder des entreprises –, mais bien des obstacles restent à surmonter. La Chine continue d'utiliser des « catalogues d'orientation des investissements étrangers » qui précisent les secteurs fermés à l'investissement étranger. La protection des sociétés locales est un phénomène courant, surtout de la part des représentants régionaux du gouvernement. Le pays progresse vers la création d'un contexte commercial axé sur le respect des règles. Toutefois, la mise en œuvre et l'application de nouvelles lois manquent d'uniformité selon les régions et les industries. Ces difficultés trouvent une certaine illustration dans le *classement sur l'indice de la facilité de faire des affaires* de la Banque mondiale. Dans l'ensemble, la Chine occupe le 79^e rang (la 1^{re} place étant la meilleure) pour ce qui est de la *Facilité de faire des affaires* (78^e en 2010) et arrive au 181^e rang pour l'*Octroi de permis de construire*, au 93^e pour la *Protection accordée aux investisseurs* et au 151^e pour la *Création d'entreprise*.

La corruption imprègne tous les paliers de l'administration publique chinoise. Outre ses conséquences économiques, la corruption a aussi des répercussions politiques plus générales. Les manifestations contre la corruption et les confiscations de terres à l'échelle locale sont encore très fréquentes. Le PCC sait qu'il doit s'attaquer à la corruption s'il veut assurer sa légitimité et il entend donc maintenir ses efforts de lutte contre la corruption comme en font foi une série d'arrestations récentes très médiatisées.

Violence politique : Les manifestations contre la corruption locale, les confiscations de terres, les problèmes environnementaux ainsi que le chômage, les bas salaires et les piètres conditions de travail sont de plus en plus courantes et violentes, mais elles conservent un caractère local. Des tensions ethniques entraînent parfois des épisodes de violence et d'agitation sociale localisés dans certaines régions de la Chine. Des affrontements entre les groupes ethniques ouïgours et hans dans la province de Xinjiang ainsi que de violentes manifestations au Tibet ont fait des dommages matériels et des morts ces dernières années.

La Chine s'oppose farouchement aux velléités d'indépendance de Taïwan. Toutefois, la récente réélection (en janvier 2012) du président de Taïwan – qui favorise une intégration économique accrue avec la Chine – tout comme la signature (en 2010) d'un accord de coopération commerciale entre les deux pays devraient considérablement atténuer le risque d'une confrontation. Des altercations (en 2011) au sujet de la frontière maritime dans la région orientale de la mer de Chine ont eu lieu entre la Chine et plusieurs pays voisins, dont le Japon, les Philippines et Vietnam.

Perspectives politiques – La stabilité économique reste toujours prioritaire pour l'administration centrale, qui juge essentielle à cet égard une croissance économique continue et équilibrée sur le plan régional. La passation de pouvoir à venir dominera la politique intérieure, les représentants du PCC manœuvrant pour obtenir les postes clés. La gestion de la croissance économique, la maîtrise de l'inflation et la mise en place des éléments du 12^e Plan quinquennal occuperont l'avant-scène sur le front politique. Le pays doit composer avec des troubles localisés concernant divers problèmes sociaux comme la corruption, ainsi que les confiscations de terres, les bas salaires et les piètres conditions de travail. Ces troubles persisteront et s'intensifieront sans doute advenant un repli de la croissance économique. Un ralentissement net de l'économie – et la hausse du chômage qui en résulterait – pourrait accroître la probabilité de nouveaux troubles et inciter l'État à multiplier ses interventions.